Constatations automnales

Une lecture attentive des documents présentés par la direction nationale du SNETAA à l'occasion du vote d'orientation préluant à la réunion de son congrès conduit à plusieurs constatations :

1. Contrairement à ce qui est affirmé dans l'historique présenté sur son site, le SNETAA ne syndique pas que les personnels enseignant dans les LP ; il continue à syndiquer directement des certifiés, même si c'est en tout petit nombre. Ce qui laisse entendre que la fédération EIL se réduit à peu de chose en dehors du SNETAA ... Et que la dimension fédératrice d'AUTREMENT, à l'interne de cette minuscule fédération comme du SNETAA, ne fonctionne pas.
2. Se prévalant d'avoir soumis « *le gouvernement à un accord* », en l'occurrence le protocole supprimant de fait le BEP et généralisant le bac pro en 3 ans, la direction nationale doit assumer, qu'elle le veuille ou non, sa responsabilité dans la réalité de cette rentrée scolaire marquée par la relégation scolaire et sociale de plus de 100 000 jeunes. Ce qui est un tour de force quand, d'autre part, on prétend lutter pour « *une refondation de l'Ecole de la République, Laïque et émancipatrice pour tous les jeunes et surtout ceux qui sont les plus exclus* »...
3. Assumer les mandats historiques d'une organisation syndicale ne signifie pas qu'il faut s'enfermer dans la rigidité d'une posture. C'est pourtant ce que fait la direction du SNETAA en répétant son opposition de principe à l'apprentissage, tout en négligeant la revendication essentielle qui est que dans toutes les procédures de formation initiale ou post-bac en vue d'une qualification, l'Education Nationale, et elle seule, doit être en charge de leur pilotage.
4. Il est évident aussi que cette rigidité revendicatrice ne concerne pas que l'apprentissage, ou le « *lycée des métiers* » ; elle s'applique également à l'exigence de « *la titularisation des contractuels* » sans aucune précision du mode opératoire de cette titularisation. Cela a un fort goût du tout ou rien qui serait l'apanage du « *syndicalisme révolutionnaire du refus* ».
5. Ce syndicalisme du « *refus* » est expressément celui que pratique FO dont il apparaît qu'elle est un partenaire privilégié de la direction nationale du SNETAA : à propos de l'accord de Bercy, qui dénature un peu plus le paritarisme dans la fonction publique, FO était du même côté de la barrière que le SNETAA ; ces deux organisations ont fait un communiqué commun (un de plus) sur la situation des 100000 jeunes laissés sans solution de formation et de qualification à cette dernière rentrée, en partie pour cause de bac pro 3 ans ... Tout cela est fort noble, et dit clairement vers quelle recomposition syndicale qu'« *une Loi impose* » soufflera le vent de la représentativité qui déposera la feuille morte SNETAA dans la pelle de FO ! Cela s'appelle arriver à destination après avoir pris un « raccourci » par la FSU puis EIL qui a tout de même duré près de vingt ans !
- 6.

Le SNETAA, qui expérimente après de nombreuses années les joies d'un vote d'orientation échappant au monolithisme d'une seule tendance –même si, à l'écart du 74 de la rue de la Fédération, AUTREMENT n'en est pas une, mais bien une orientation syndicale insurpassable – a mangé son pain blanc depuis longtemps. Encore qu'il soit de plus en plus difficile de savoir à quelle date il a commencé à y goûter – 1948, disent les uns, 1949 disent

les autres, 1947 si l'on en croit la célébration du 50^{ème} anniversaire célébré en 1997, bien avant susurrent quelques voix ...

Qu'importe après tout un passé plus ou moins lointain, plus ou moins certain (et parfois plus ou moins glorieux) quand l'avenir proposé au syndicalisme, sous le couvert d'un vaste remaniement tactique, est celui de la pérennisation de l'immobilisme confortable des appareils.